

Enlissement de la grève des médecins au Burundi

PANA, 11/12/2008 Bujumbura, Burundi - Une grève des professionnels de la Santé publique va bientôt entrer dans sa 3^eme semaine au Burundi, sans aucun engagement ferme du gouvernement à répondre à la principale revendication d'un nouveau statut social plus rémunérateur des services de la corporation, a-t-on appris de source proche des parties au conflit social. Le calcul d'aujourd'hui fait montre qu'il faudrait au moins un montant global de 52 milliards de Francs burundais (près de 52 millions de dollars US) pour financer les revendications salariales des personnels de la Santé, a fait savoir, jeudi à la presse, le président de la commission chargée d'analyser l'impact budgétaire d'un nouveau statut des médecins burundais, Jean Sindayigaya.

"Cela voudrait également dire qu'un médecin spécialiste verrait son salaire passer de quelque 160.000 Francs burundais plus de 1,7 million par mois si le nouveau statut venait à entrer en vigueur", a poursuivi M. Sindayigaya, qui est également conseiller principal chargé des questions sociales et culturelles à la 2^eme vice-présidence de la République du Burundi. L'autre dure réalité qui a été portée à la connaissance des tenaces médecins grévistes est que le budget général de l'Etat burundais pour l'année 2009 est déjà au Parlement et ne prévoit, en tout et pour tout, 52 milliards de Francs burundais pour leur rémunération. Brandissant, tour à tour, le bâton et la carotte, le représentant du gouvernement aux négociations avec le syndicat des médecins, a déclaré qu'un "dialogue responsable" restait ouvert tout en leur enjoignant de reprendre sans délai le travail sous peine de sanctions. "Si les médecins ne prennent pas leurs responsabilités, le gouvernement va prendre les siennes", a-t-il menacé, avant d'envisager des "réquisitions" par lesquelles que "nous sommes en temps de guerre et que nous ne pouvons pas laisser les gens continuer à mourir sans agir". Les grévistes, eux, continuaient, jeudi, de camper sur leur position de maintenir, voire durcir le mouvement jusqu'à la signature d'une convention garantissant l'adoption d'un nouveau statut social des personnels de la Santé publique à la fin de l'année 2008 et sa mise en application dès le mois de janvier 2009. Seuls les malades mourants bénéficient au moment des soins limités dans les hôpitaux publics du pays à cause de l'un des conflits sociaux le plus long dans l'histoire des grèves au Burundi et qui mécontente fortement l'opinion d'aujourd'hui fragilisée par bien d'autres soucis comme l'autre longue grève des policiers et l'inflation galopante.